

ROZES René, Alexandre

Etat civil :

Né le 23 décembre 1922 à Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or).

Famille :

Fils de Alexandre Joseph Rozes, Commis des Postes (né le 13 mars 1896 à Premeaux, Côte-d'Or) et de Renée Edmonde Angèle Roiron, Institutrice (née le 12 décembre 1900 à Nuits-Saint-Georges).¹ Marié le 28 décembre 1946², à Mme. Revoy, sans profession³, deux enfants⁴, Jean-Pierre, Jacques.⁵

Position :

Inspecteur Général. Retraité le 23 décembre 1987.⁶

Formation :

Lycée Carnot à Dijon.⁷ Baccalauréat 1ère partie de l'enseignement secondaire (A' Mathématiques) mention Très Bien, le 2 août 1940. Baccalauréat de l'enseignement secondaire (A' Philosophie) mention Bien, le 31 août 1940.⁸ Deux ans de préparation aux grandes écoles scientifiques de l'Etat.⁹ Admis au concours de Surnuméraire des 28-29-30 septembre 1941.¹⁰ Admis au concours de Contrôleur-Rédacteur des 19-20-21 juillet 1945.¹¹ E.N.S.P.T.T. 1945-1948 major de la promotion.¹² Suit les cours de l'I.N.S.E.E.¹³ Ancien auditeur du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.) (Promotion 1953) du 13 mars au 11 juillet 1953 (arrêté du 13 février 1953)¹⁴ dont il est breveté le 9 octobre 1953 (*J.O.* n°190 des 16-17 août 1954 p. 7898).¹⁵

¹ Extrait du Registre de l'Etat-civil, extrait conforme le 15 mars 1939, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

² Fiche de carrière informatisée (Listing), s.d. [16 mars 1984], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

³ Feuilles d'avancement de grade variées, 1947 aux années 1960, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴ A.N., F90 21138, dossier VII, Tableau principal d'avancement de 1968 pour le grade d'Inspecteur Général.

⁵ "René Rozes", La Documentation permanente, 25 janvier 1982, Paris, Société Générale de Presse. [Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau].

⁶ Dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁷ Feuille n°886 de demande d'emploi de Surnuméraire des P.T.T., 29 juillet 1941, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁸ Copies conformes des deux diplômes de Baccalauréat, 2 août et 7 septembre 1940, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁹ Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), Fiches dactylographiées des candidats à la 12è session du C.H.E.A., A.N., C.A.C., 780392/15.

¹⁰ dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

¹¹ Feuille de résultat du concours et copies du concours, s.d. [septembre 1941], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

¹² A.N. C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossier Classement général final E.N.S.P.T.T. promotion 1940-1970.

¹³ Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), Fiches dactylographiées des candidats à la 12è session du C.H.E.A., A.N., C.A.C., 780392/15.

¹⁴ Liste d'admission en qualité d'auditeurs au Centre des Hautes Etudes Administratives, s.d. [1953], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

¹⁵ Certificat du C.H.E.A. délivrant le brevet du C.H.E.A. dans sa séance du 9 octobre 1953, 31 janvier 1955, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

Service militaire :

A partir du 11 mai jusqu'à fin septembre 1945.¹⁶

Carrière :

Entré dans l'administration en 1942, a exercé toutes ses fonctions à l'administrations centrale (direction du budget et de la comptabilité où il était plus spécialement chargé jusqu'ici du bureau du budget).¹⁷ Administrateur Hors Classe (Indice et ancienneté d'indice : A, 21 octobre 1967¹⁸). Classé 24^e sur 26 dans le tableau principal d'avancement de 1968 pour le grade d'Inspecteur Général.¹⁹ Affecté en qualité d'administrateur à la Direction du budget et de la comptabilité, en particulier au bureau du budget dont il assura la direction de 1960 à 1969. Nommé sous-directeur en 1969, puis directeur adjoint en 1972 toujours à la direction du budget et de la comptabilité, il dirigea successivement les sous - directions chargées du budget et de la réglementation, puis de la comptabilité et des services régionaux de comptabilité. Il rejoint la direction générale des télécommunications le 1er novembre 1978, date à laquelle il est promu inspecteur général, adjoint au directeur général des télécommunications pour les problèmes de gestion, en liaison avec les services des programmes et des affaires financières et le service du personnel.²⁰ Professeur de Budget et comptabilité aux élèves de 3^eme année de l'E.N.S.P.T.T. 4 août 1972.²¹

-1942 :

6 mai 1942 : Surnuméraire des P.T.T.²²

1er novembre 1942 : Surnuméraire à Paris 43 (Paris Poste) (au Guichet)²³ puis Commis AF des P.T.T.²⁴

-1944 :

28 avril 1944 : Réponse favorable à sa demande de mutation à Dijon Chèques.

-1945 :

A la date de mai 1945 : Contrôleur à Dijon-Chèques.²⁵

1er octobre 1945 : Rédacteur élève à l'E.N.S.P.T.T.²⁶ Nommé Contrôleur-Rédacteur à la Direction des Services d'Enseignement ENSP.T.T. (Arrêté du 21 septembre 1945 à compter 1er octobre 1945).²⁷

¹⁶Note de la Direction Régionale des Services Postaux de Dijon au Secrétaire Général des P.T.T., 16 mai 1945, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

¹⁷ Postes et Télécommunications, n°159, mars 1969, p. 12. [BNF]

¹⁸ A.N., F90 21138, dossier VII, Tableau principal d'avancement de 1968 pour le grade d'Inspecteur Général.

¹⁹ A.N., F90 21138, dossier VII, Tableau principal d'avancement de 1968 pour le grade d'Inspecteur Général.

²⁰ Messages des P.T.T. n°332, décembre 1983-janvier 1984, p. 45. [BNF]

²¹ A.N. C.A.C., archives E.N.S.P.T.T. 950497/65, carton 65, dossiers statistiques, liste au 4 août 1972.

²² Fiche de proposition pour l'emploi de Contrôleur, 16 juillet 1943, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

²³ Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

²⁴ Voeux de mutation, Tableau 1944, 27 décembre 1943, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

²⁵ Note de la Direction Régionale des Services Postaux de Dijon au Secrétaire Général des P.T.T., 16 mai 1945, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

²⁶ Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

²⁷ Notification de l'arrêté, 27 septembre 1945, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

-1947 :

1er octobre 1947 : Nommé à l'emploi d'Inspecteur breveté des Services sédentaires à l'E.N.S.P.T.T. (arrêté du 30 septembre 1947 à compter du 1er octobre 1947) sans affectation (3^e année à l'E.N.S.P.T.T.).²⁸

-1948 :

1er octobre 1948 : Administrateur adjoint²⁹, (arrêté du 19 août 1948 à compter du 1er octobre 1948).³⁰ “ Depuis 1948 il participe, à la Direction du Budget et de la Comptabilité, aux travaux de l'un des compartiments les plus actifs et les plus importants du ministère : le Service du Budget et des Etudes Financières qu'il dirige avec brio. A ce titre, il est chargé de l'établissement du projet de budget annexe, coordonne les propositions des Directions d'exploitation, participe à toutes les discussions budgétaires, assiste le ministre lors des débats parlementaires, faisant preuve en toute occasion d'une compétence et d'une autorité unanimement remarquées. (..) ”.³¹ “ Titulaire du brevet de l'Ecole Nationale Supérieure des P.T.T. et affecté, dès la fin des cours, à la direction du budget et de la comptabilité en qualité d'administrateur de 3^e classe, j'ai d'abord été chargé de conduire à son terme une réforme du fonds d'approvisionnement des P.T.T., selon des directives générales déjà arrêtées. Cet organisme, doté de l'autonomie financière est chargé d'approvisionner en matériel courant les services de l'administration. En 1948, il ne pouvait plus que difficilement remplir son rôle car sa dotation, assimilable en quelque sorte au capital d'une société privée, n'avait que peu été modifiée en dépit de la dépréciation de la monnaie consécutive aux hostilités. D'autre part, la trésorerie du fonds d'approvisionnement n'étant pas individualisée et sa situation ne pouvant être connue qu'à posteriori au stade du comptable central, il était très difficile de procéder au contrôle a priori des engagements de dépense. La réforme mise en route en 1949 a permis, par la création d'un comptable direct tenant toute la comptabilité sous une forme patrimoniale, d'individualiser plus facilement toutes les opérations, et, par conséquent, de suivre au jour le jour l'évolution de sa situation comptable. Bien que la gestion du fonds se rapproche désormais de celle d'une entreprise privée, les règles traditionnelles de la comptabilité publique n'ont jamais été transgressées et il en est résulté, au contraire, un contrôle plus renforcé des engagements de dépenses. Après la mise en application de cette réforme, j'ai été affecté au bureau du budget où je suis chargé, avec quelques collaborateurs, et sous l'autorité directe du chef de bureau, de la préparation du budget annexe des P.T.T., recettes et dépenses de fonctionnement d'une part, dépenses d'investissement d'autre part. Le caractère de service industriel et commercial de cette administration pose, lors de l'élaboration du projet de budget, le problème de la recherche de l'équilibre financier et on est amené naturellement à se soucier de la rentabilité des services. C'est pourquoi des études, déjà partiellement suivies d'effet, ont été entreprises en vue de déterminer le coût de chaque service, d'une part, par une modification de la présentation budgétaire, d'autre part, par une réforme profonde tendant à aboutir à une comptabilité patrimoniale de l'exploitation. Dans le premier domaine, la présentation du budget sous une forme fonctionnelle, qui s'est concrétisée par la nouvelle nomenclature adoptée pour le budget général en 1953, se heurte ici à l'interpénétration des services et à une proportion importante de services communs, non seulement de direction, mais aussi au stade de l'exécution. Pourtant la répartition des recettes et des charges par service a pu être menée à bien. En second lieu, l'extension à l'ensemble de

²⁸ Notification de la nomination, 13 octobre 1947, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

²⁹ Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

³⁰ Notification de nomination, 23 septembre 1948, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

³¹ Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

l'administration des méthodes de comptabilité aboutissant à l'établissement d'un bilan comparable à celui des entreprises privées ou nationalisées, en quelque sorte l'extension de méthodes mises en application dans un secteur autonome limité comme l'était le fonds d'approvisionnement, doit pouvoir être obtenue sans modification des règles classiques du droit budgétaire français. Les solutions fournies par le plan comptable national doivent donc devoir être corrigées pour tenir compte des sujétions qu'impose la comptabilité publique. ”³²
Administrateur de 3^e classe depuis le 30 septembre 1948.³³

-1949 :

1er janvier 1949 : Administrateur de 3^e classe³⁴ à l'Administration Centrale Direction du Budget et de la Comptabilité³⁵, (arrêté du 21 février 1949 à compter du 1er janvier 1949)³⁶.
2^e Bureau-Ordonnancement puis 1er Bureau-Budget.³⁷

-1952 :

26 janvier 1952 : Administrateur de 2^e classe³⁸ à l'Administration Centrale Direction du Budget et de la Comptabilité (arrêté du 31 décembre 1952 à compter du 26 janvier 1952).³⁹

-1958 :

21 octobre 1958 : Administrateur de 1^e classe⁴⁰ à la Direction du Budget et de la Comptabilité, Bureau du Budget (arrêté du 10 décembre 1958 à compter du 21 octobre 1958).
⁴¹

-1961 :

16 février 1961 : Administrateur hors classe⁴² à la Direction du Budget et de la Comptabilité Bureau A1 (arrêté du 4 février 1964 à compter du 16 février 1961)⁴³.

-1969 :

28 janvier 1969 : Nommé à l'emploi de sous-directeur à l'Administration Centrale-Direction du Budget et de la Comptabilité (arrêté du 28 janvier 1969 à compter du 28 janvier 1969).⁴⁴

-1972 :

12 mai 1972 : Nommé directeur adjoint à l'Administration Centrale, direction du budget et de la comptabilité (arrêté du 12 mai 1972 à compter du 12 mai 1972).⁴⁵

³² Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), Mémoire établi par René Rozes au sujet de sa candidature au Centre des Hautes Administratives, s.d. [1953], A.N., C.A.C., 780392/15.

³³ Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), Fiches dactylographiées des candidats à la 12^e session du C.H.E.A., A.N., C.A.C., 780392/15.

³⁴ Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

³⁵ Feuille d'avancement de grade pour le grade d'administrateur de 2^e classe, tableau principal d'avancement de 1951, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

³⁶ Notification de nomination, 11 mars 1949, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

³⁷ Archives du Centre des Hautes Etudes Administratives (C.H.E.A.), Fiches dactylographiées des candidats à la 12^e session du C.H.E.A., A.N., C.A.C., 780392/15.

³⁸ Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

³⁹ Notification de la nomination, 3 mars 1953, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴⁰ Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴¹ Notification de la nomination, 2 janvier 1959, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴² Notice individuelle concernant M. René Rozes [CV], s.d. [1969], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴³ Notification de la nomination, 13 février 1964, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴⁴ Notification de la nomination, 3 février 1969, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

-1978 :

2 novembre 1978 : adjoint au directeur général des télécommunications (pour les problèmes de gestion administrative, budgétaire, comptable et financière des services des télécommunications)⁴⁶.

21 décembre 1978 : Nommé et titularisé Inspecteur Général (arrêté n°4019 du 21 décembre 1978 à compter du 1er octobre 1978 *J.O.* du 10 octobre 1979)⁴⁷.

-1979 :

21 février 1979 : Inspecteur général affecté à la Direction Générale des Télécommunications (arrêté n°481 du 21 février 1979 à compter du 1er octobre 1978)⁴⁸.

-1983 :

26 septembre 1983 : Chargé de la Direction des Services Comptables Régionaux en remplacement de Jean Dordain (anciennement chargé par intérim de cette Direction) (arrêté n°2997 du 22 septembre 1983 à compter du 26 septembre 1983)⁴⁹ à Maison-Alfort (Val-de-Marne)⁵⁰.

-1987 :

24 décembre 1987 : Départ à la retraite (Inspecteur Général, Directeur des Services comptables régionaux)⁵¹.

Activités politiques, syndicales, associatives :

Se présente sur la liste de l'Association des élèves et anciens élèves de l'E.N.S.P.T.T. aux élections du 7 février 1950 pour la représentation du personnel auprès des commissions administratives paritaires centrales.⁵²

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

Au cours de la 12^è session du C.H.E.A. se rend en mission avec les camarades de son groupe de travail (M. Berman et le Colonel Dulhoste) à Lisbonne pour “ (...) Examiner certains aspects du budget portugais, et notamment, les méthodes employées pour sa préparation, son exécution et son contrôle. ”⁵³

-1966 :

“ L'évolution comptable des P.T.T. ou “ De la comptabilité de ménagère à la comptabilité nationale ” ”, Revue des Postes et Télécommunications de France, n°5, 1966, p. 6 (I - Généralités; 1-La comptabilité publique; 2-La comptabilité commerciale; 3-Les principes de

⁴⁵ Notification de la nomination, 26 mai 1972, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴⁶ René Rozes, La Documentation permanente, 25 janvier 1982, Paris, Société Générale de Presse. [Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau].

⁴⁷ Notification de la nomination, 31 janvier 1979, Copie de l'arrêté, 21 décembre 1978, Photocopie du *J.O.* du 10 janvier 1979, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴⁸ Notification de la nomination, 8 mars 1979, et copie de l'arrêté 21 février 1979, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁴⁹ Notification de la nomination, 23 septembre 1983, Copie de l'arrêté, 22 septembre 1983, dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁵⁰ Fiche de personnel informatisée (Listing), s.d. [16 mars 1984], dossier personnel, A.N., C.A.C., 970105/26.

⁵¹ INF-POSTE, N°143, 23 octobre 1987, archives des PTT, archives de l'IREPP, A.N., C.A.C., 19980493/7.

⁵² Bulletin Officiel des P.T.T., 1950, t.2, Diff. A, doc. P4 14, p. 25. [CHP]

⁵³ Archives du Centre des Hautes Administratives, Compte rendu de la mission à Lisbonne de Berman, Dulhoste et Rozes, s.d., A.N., C.A.C., 780392/69.

l'évolution comptable de l'administration des P.T.T.; II - La comptabilité de l'administration des P.T.T. sous le régime de 1963; 1-La comptabilité proprement budgétaire des recettes et des dépenses a évolué avec la conjoncture financière du moment; 2-La comptabilité générale, établie indépendamment de tout contrôle et n'ayant qu'une audience restreinte, n'a pas traduit vraiment les réalités économiques de l'exploitation; 3-Certaines dispositions prévues en 1923 pour rapprocher la comptabilité budgétaire d'une comptabilité commerciale tombèrent rapidement en désuétude; III - L'adaptation réalisée en 1961 de la comptabilité des P.T.T. au plan comptable général; 1-Les difficultés pour concilier le Plan comptable général avec les comptabilité publique; 2-Les modifications effectuées en 1961 sur les nomenclatures budgétaires et comptables; 3-Les différents aspects de la notions d'équilibre budgétaire; IV- Les présentations dérivées de la comptabilité des P.T.T.; 1-La comptabilité analytique d'exploitation; 2-La comptabilité nationale; V-C'est parvenu à ce stade qu'actuellement il est possible de conclure; 1-L'impulsion donnée en 1961 doit contribuer à redonner à l'administration des P.T.T. une infrastructure comptable en rapport avec son importance)⁵⁴

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du président de la République du 12 juillet 1965 *J.O.* du 14 juillet 1965).⁵⁵ Officier de la Légion d'honneur le 14 juillet 1978 (décret du 12 juillet 1978, *J.O.* du 14 juillet 1978⁵⁶). Officier de l'Ordre National du Mérite (décret du 14 mai 1970 *J.O.* du 16 mai 1970).⁵⁷ Commandeur de l'Ordre National du Mérite le 5 février 1988 (décret du 5 février 1988, *J.O.* du 6 février 1988).⁵⁸ Chevalier du Mérite postal (décret n°2093 du 12 juillet 1963, *B.O.* des décorations médailles et récompenses du 20 juillet 1963⁵⁹).

⁵⁴ *Revue des Postes et Télécommunications de France*, n°5, 1966, p. 6. [BNF]

⁵⁵ *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1965, "Blanc" p. 49. [CHP]

⁵⁶ *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1978, "Saumon", cab, 313 cab 16, p. 1. [CHP]

⁵⁷ *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1970, t. 1, "Blanc", A, doc 155, cab 6, p. 33. [CHP]

⁵⁸ *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1988, "Saumon", p. 1. [CHP]

⁵⁹ *Bulletin Officiel des P.T.T.*, 1963, t. 1, A Cab 8, doc 207, p. 25. [CHP]